

# POUR LES DROITS DES PERSONNES LGBTQIA+ : COMBATTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

**LE DISCOURS IDÉOLOGIQUE DES EXTRÊMES DROITES REPOSE SUR DES PROCÉDÉS RHÉTORIQUES IDENTIFIABLES. LEUR DÉCONSTRUCTION RÉVÈLE LA VALEUR CENTRALE SUR LESQUELS LEUR IDÉOLOGIE SE FONDE : LA DOMINATION DE QUELQUES-UN-ES SUR LES AUTRES. AFFIRMATIONS PÉREMPTOIRES, RACCOURCIS, AMALGAMES SE SUBSTITUENT À UNE PENSÉE COMPLEXE QUI PREND EN COMPTE LA DIVERSITÉ AINSI QUE LA NÉCESSITÉ D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE SOCIALE. CETTE SIMPLICITÉ APPARENTE OU BINARITÉ, CE FAUX « BON SENS », PEUT SÉDUIRE. IL APPARTIENT DONC AUX MILITANTES ET MILITANTS DE LA CGT DE S'OUTILLER POUR COMBATTRE CES IDÉES.**

## **Inclusion des personnes LGBTQIA+ et lutte de classe CGT**

Le sigle LGBTQIA+ désigne les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes, queers, asexuelles, et le signe + inclut toutes les autres identités et orientations.

L'extrême droite instrumentalise les discriminations pour diviser et manipuler les masses afin d'asseoir ses propres desseins. Les personnes LGBTQIA+ sont impactées par ces stratégies.

À l'origine de toutes les discriminations, se trouve une idée commune : la domination. Les sociétés capitalistes, promues par l'extrême droite sont sexistes, patriarcales et hiérarchisées. Si le capitalisme utilise la domination pour prospérer, il n'en demeure pas moins que les discriminations, à base de stéréotypes peuvent également servir d'autres desseins économiques et sociaux. La lutte contre les discriminations et pour l'égalité constitue une lutte

à part entière, indissociable de la lutte des classes.

Pour perpétuer ce système, les sociétés capitalistes, dont l'extrême droite, mobilisent divers outils politiques, sociaux et idéologiques (y compris le détournement de références religieuses) dans l'objectif de justifier l'inégalité en divisant la majorité (qui pourtant a tout intérêt à s'unir pour y résister).

Dans le monde du travail, le patronat va imposer une mise en concurrence, une compétition malsaine des travailleur·ses par le dumping social et la division. Les salarié·es, agent·es, privé·es d'emploi, retraité·es se retrouvent en opposition sur la base de critères discriminants – sexe, origine, identité de genre, orientation sexuelle, l'activité syndicale... –, réel·les ou supposé·es. Cette division des travailleur·euses engendre des discriminations qui détruisent les liens de solidarité nécessaires pour obtenir l'égalité des droits et s'émanciper de ce système de domination par la minorité la plus riche. Ainsi, des travailleur·euses qui auraient des intérêts communs pourraient devenir « ennemi·es », en raison de préjugés, d'idéologies sexistes, racistes, nationalistes, LGBTQIA+phobe.

Les partis d'extrême droite usent de ces logiques pour renforcer les divisions liées au genre, aux stéréotypes de genre, et à l'assignation des femmes et des hommes à des rôles « hiérarchisés » prétendument « naturels ».

Aussi les discriminations ont pour fonction de diviser, c'est pourquoi patronat et « extrêmes droites » peuvent en tirer profit. En France, il est même « rentable » pour un employeur de discriminer – les discriminations sur l'évolution de carrière sont fréquentes et les sanctions loin d'être suffisamment dissuasives quand bien même les employeurs sont sanctionnés. On retrouve ces mises en opposition, par d'autres acteurs tels que les organes de presse ou médias, à la main des classes dominantes, et dans l'ensemble de

la société, dans l'accès aux services publics – accès aux soins, au système scolaire, au système judiciaire, au logement, à la liberté d'expression ou de manifester (répressions policières).

Ce processus de division détruit les liens de solidarité nécessaires pour obtenir l'égalité des droits et s'émanciper de ce système de domination.

Cependant, il est illusoire de penser « qu'abolir » le système capitaliste suffirait à détruire les discriminations, le racisme, les LG-BT+phobies et le sexisme. Ces oppressions sont antérieures au capitalisme, qui les a utilisées pour conforter son modèle. D'autres systèmes politiques et économiques existent, ancrés dans des stéréotypes et des modèles de domination comparables.

Les discriminations sont inscrites dans un « système de domination » global, et peuvent être « conscientes » ou « inconscientes ». Elles sont fondées sur l'intolérance et le refus de la différence. Pour les combattre, l'éducation aux droits humains permet de déconstruire les stéréotypes, combattre les préjugés, permet d'identifier les discriminations, mener le débat, plaider pour l'adoption d'une démarche fondée sur l'esprit critique qui conduit à la remise en question individuelle. En effet, la discrimination se nourrit de la peur, de l'ignorance et d'un manque « d'ouverture d'esprit », par fausses croyances qui gouverne les individus parfois malgré eux. L'inconnu, le nouveau, l'inhabituel peut conduire à une attitude de rejet, d'exclusion, voire de violence. Les discriminations sont aussi une forme de « paresse » par la difficulté à renoncer à des habitudes de pensées, à comprendre l'autre. Accueillir des personnes « différentes », implique souvent de devoir adapter l'environnement, faire des concessions, bousculer ce qui est familier ou coutumier, se remettre en question. Les discriminations sont aussi le reflet d'« effet de groupe ».

Comme indiqué dans ses statuts, la CGT lutte contre tout système de domination et donc contre toutes les discriminations. C'est pour ces raisons que la CGT s'engage dans la lutte contre le racisme, le sexisme et les LGBT+phobies.

La « famille française » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée en France, comme la cellule de base de l'ordre social, moral et national.

## LGBTPhobies

Les partis d'extrême droite hiérarchisent, rationalisent et stigmatisent le rôle des êtres humains en fonction de leur genre.

« La xénophobie, le racisme, l'antisémitisme ou le sexisme, l'homophobie sont des manifestations arbitraires qui consistent à désigner l'autre contraire, inférieur ou anormal. » Le sexisme et les LG-BT+phobies sont donc des instruments du système de domination et d'exploitation, fondés sur des critères discriminants et subjectifs pour diviser les individus, les « hiérarchiser », les classer. C'est ainsi que les partis d'extrême droite et leurs idées prospèrent.

Plus particulièrement concernant les LGBT+phobies il s'agit du « sentiment ou manifestation de rejet, de mépris ou de haine envers les personnes, les pratiques ou les représentations homosexuelles ou supposées l'être. Frontale ou diffuse, l'homophobie ne touche pas que les gays et les lesbiennes, mais affecte aussi les personnes bisexuelles et hétérosexuelles ».

Le sexisme peut se définir comme tout agissement lié au sexe (assigné à la naissance ou apparent), ou au genre d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant

ou offensant. Ainsi le sexisme désigne l'ensemble des préjugés reposant sur le sexe (assigné à la naissance ou apparent) ou sur le genre d'une personne. Il s'étend au concept de stéréotype et de rôle de genre, pouvant comprendre la croyance qu'un sexe (assigné à la naissance ou apparent) ou qu'un genre, une orientation sexuelle réelle ou supposée, serait intrinsèquement supérieur à l'autre.

Le patriarcat et les partis politiques d'extrême droite sexiste s'appuient sur des « normes », notamment des normes de genre (un homme doit forcément être viril et fort, une femme doit être douce, etc) Dans ce système, les discriminations ont pour but d'imposer à chaque personne une « présumée » place en fonction de son genre.

Le sexisme et les LGBT+phobies sont liés par ces stéréotypes et les violences qu'elles entraînent. En effet, dans l'ordre social patriarcal hétéronormatif, on place toujours les femmes au second plan, derrière les hommes, de même, les propos LGBTphobes et les pratiques discriminantes ont pour origine, le patriarcat, car ils exacerbent la présence de traits féminins chez un homme, une moindre masculinité, des traits masculins pour les femmes... Les personnes LGBTQIA+ sont ainsi dénigrées, « hiérarchisées » par les courants d'extrême droite, « remis à leur prétendue place » et n'ont pas voix au chapitre.

Hier comme aujourd'hui, les dimensions racistes, xénophobes et nationalistes s'articulent très nettement avec la dimension sexiste et LGBTQIA+phobe. Assumées par les responsables politiques, elles tentent de se diffuser dans la société.

À cela la CGT répond que les droits des minorités s'appuient sur des valeurs auxquelles on ne doit pas déroger, notamment celles de l'égalité.

La CGT revendique l'égalité des droits familiaux pour les personnes LGBTQIA+, autant au travail que dans la vie, notamment dans « l'articulation des temps de vie », la lutte contre les discriminations, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et LGBT+phobes.

Les personnes LGBT+ et « couples de même sexe » sont mis « au ban » de la société et du travail ou discriminés par l'extrême droite, au prétexte qu'elles-ils ne rentrent pas dans cette idéologie traditionnelle du couple cisgenre, hétéro et paternaliste : le « père de famille » subvenant aux besoins du ménage et la mère élevant les enfants...

## Un parti toujours LGBTQIA+phobe malgré les discours....

L'exclusion par le RN de quelques membres de son parti pour avoir tenu des propos LG-BT+phobe n'est qu'un leurre qui vise avant tout à protéger l'organisation de condamnation et à ne pas perdre des voix aux élections, du fait de l'acceptation croissante des LGBTQIA+sexualités par une partie de la société.

Des collectifs, tel Eros, se revendiquant d'extrême droite affichent clairement leur volonté de lutte « contre les dérives LGBTQIA+ et la cancel culture ». Ce collectif qui se dit « gay patriote » et cible « l'immigration massive et très homophobe et l'islamisation du pays » tente depuis 2024 de perturber les Marches des fiertés parisiennes.

Par ailleurs, au Parlement européen, sur les questions LGBTQIA+, les eurodéputé-es de l'extrême droite ont pris des positions défavorables à l'encontre des droits de LGBTQIA+ :

- **Abstention** : sur la résolution contre la condamnation à mort de l'homosexualité en Ouganda (octobre 2019);

- **Vote contre** : la résolution contre les discours de haine envers les personnes LGBTQIA+ en Europe (décembre 2019);
- **Vote contre** : la résolution proclamant l'Union européenne comme zone de liberté LGBTQIA+ (mars 2021);
- **Vote contre** : la résolution en faveur des droits des personnes LGBTQIA+ dans l'Union européenne (septembre 2021);
- **Abstention** : sur la résolution sur la hausse des crimes de haine contre les personnes LGBTQIA+ (avril 2023);
- **Absence au vote** : sur la résolution pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité (avril 2023);
- **Vote contre** : la résolution sur la mise en œuvre de la stratégie LGBTQIA+ de l'UE (février 2024).

Les extrêmes droites combattent également les programmes Evars (Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle), en s'opposant à leur mise en œuvre dans les établissements scolaires, au moyen d'associations de parents d'élèves d'extrême droite qui tentent de faire pression, surtout lorsque les intervenant-es sont affilié-es à des associations LGBTQIA+.

Les extrêmes droites sont les pires ennemis des personnes LGBTQIA+. Si jamais ils parvenaient au pouvoir, les personnes LGBTQIA+ seraient parmi les premières victimes de leurs politiques mortifères. D'ailleurs, Giorgia Meloni, en Italie, s'est par exemple lancée dans une traque contre les familles homoparentales en ordonnant aux mairies de supprimer rétroactivement les noms des mères non-biologiques sur les certificats de naissance. Les extrêmes droites françaises n'ont pas caché leurs participations à la Manif pour Tous, s'opposant aux mariages pour tous-tes et à l'égalité des droits entre couples hétéros et homos.

## INÉGALITÉS SALARIALES : les personnes LGBTQIA + sont aussi concernées

Des études démontrent que les inégalités se développent également lorsque l'employeur perçoit l'homosexualité d'un-e salarié-e avec certitude. Ainsi l'extrême droite LGBTQIA+phobe banalise les discriminations au travail envers les femmes et les personnes LGBTQIA+.

Notons que les hommes homosexuels gagnent 11 % de moins que les hommes hétérosexuels, alors que les lesbiennes gagnent 9 % de plus que les femmes hétérosexuelles. Ce phénomène est attribué à la surcompensation de l'effet « double peine », d'être femme et homosexuelle en fournissant plus d'effort, étant plus disponibles et assimilées à des hommes.

## À l'international

La situation internationale est marquée par une offensive réactionnaire globale – lois anti-trans, destruction de contraceptifs initiée aux États-Unis, « propagande anti-LGBT » dans des pays de l'Union européenne (Hongrie, Bulgarie...) sur le modèle de la Russie, recul des droits dans de nombreux pays. Il est plus que jamais nécessaire de défendre les libertés publiques et le droit de manifester.

**En Europe**, plusieurs partis de droite radicale (extrême droite nationaliste) sont parvenus au pouvoir ces dernières années dans divers pays (Autriche, Italie, Pologne, Pays Bas, dans le cadre de coalitions avec la droite modérée, parfois aussi avec la gauche sociale-démocrate comme en Slovaquie). Sur les 720 eurodéputé-es que compte le Parlement européen, l'extrême droite en compte 187, dont 35 (43%) pour la France.

## OUTILS ET STRATÉGIES POUR LUTTER CONTRE LES THÈSES DE L'EXTRÊME DROITE

Les 19 fiches pratiques et thématiques sont des incontournables !



(<https://analyses-propositions.cgt.fr/fiches-pratiques-luttecontre-les-idees-dextreme-droite-et-le-racisme-2021>)

La CGT met à disposition un site LGBTQIA + avec du matériel dédié et propose des formations syndicales pour

La CGT propose des formations syndicales pour :

- Combattre les idées d'extrême droite ;
- Combattre les violences sexistes et sexuelles au travail, dans la vie et à la CGT ;
- Agir pour l'égalité sans distinction liée à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

## TOUTES CES EXTRÊMES DROITES SONT À L'OPPOSÉ DE CE QUE DÉFEND LA CGT :

- Atteindre l'égalité effective des droits pour les personnes LGBTQIA+ au travail ;
- La mise en place de procédures type pour l'accueil des victimes, pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail et pour protéger les personnes LGBTQIA+ victimes de violences ;
- Une négociation annuelle obligatoire sur l'égalité et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles pour des milieux de travail inclusifs et non sexistes ;
- Agir pour la fin des stéréotypes de genre et du sexisme à l'école, dans la société, dans les médias et au travail ;
- Outiller pour identifier et réparer les situations de discrimination et le harcèlement sur le lieu de travail.

